

Travaux de désamiantage et de démolition d'une maison et ses annexes à MASSIEUX



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

JANVIER 2018

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – GENERALITES

- 1.1. Objet du Marché
- 1.2. Décomposition du Marché
- 1.3. Mode de passation du Marché
- 1.4. Reconnaissance des lieux
- 1.5. Contrôle technique
- 1.6. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

2. PIECES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

- 2.1. Pièces contractuelles
- 2.2. Parties contractantes
- 2.3. Sous-traitance

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION

- 3.1. Contenu des prix
- 3.2. Mode d'évaluation des ouvrages
- 3.3. Variation dans la masse des travaux
- 3.4. Travaux en régie

4. REVISION DES PRIX

5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

- 5.1. Généralités
- 5.2. Décomptes mensuels
- 5.3. Décompte final
- 5.4. Décompte général
- 5.5. Règlement pour solde
- 5.6. Approvisionnements
- 5.7. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus
- 5.8. Délai de paiement
- 5.9. Intérêts moratoires

6. DELAI D'EXECUTION – PENALITES

- 6.1. Délai d'exécution
- 6.2. Prolongation du délai d'exécution
- 6.3. Pénalités pour retard d'exécution des travaux
- 6.4. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution
- 6.5. Pénalités relatives aux mesures de protection environnementale
- 6.6. Autres pénalités

7. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8. IMPLANTATION DES OUVRAGES

9. PREPARATION - COORDINATION - EXECUTION DES TRAVAUX

- 9.1. Période de préparation
- 9.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 9.3. Installation et organisation du chantier

10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 10.1. Retenue de garantie
- 10.2. Nantissement

11. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 11.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 11.2. Réception selon l'article 41 du CCAG – Travaux
- 11.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 11.4. Documents fournis après exécution selon l'article 40 du CCAG – Travaux
- 11.5. Délai de garantie selon l'article 44 du CCAG – Travaux
- 11.6. Garanties particulières
- 11.7. Assurances

12. CONDITIONS DE RESILIATION

13. DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

1 - OBJET DU MARCHÉ - GENERALITES

1.1 Objet du Marché :

Le Marché a pour objet la réalisation de travaux de désamiantage et de démolition d'une maison et ses annexes sur la commune de Massieux.

1.2 Décomposition du Marché :

Le Marché est divisé en deux lots ci-après détaillés :

Lot 1 : Désamiantage

Lot 2 : Démolition

1.3 Mode de passation du Marché :

Le Marché est passé par voie de marché à procédure adaptée.

1.4 Reconnaissance des lieux :

Par le seul fait de soumissionner, l'Entrepreneur reconnaît avoir procédé à une visite complète et détaillée des lieux et s'être pleinement rendu compte de la nature des travaux et des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles ils doivent être exécutés.

Si l'Entrepreneur estime qu'il existe une incompatibilité entre l'existant et les travaux décrits, il doit le signaler dans son mémoire technique et proposer une variante compatible, la solution de base restant celle décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Ceci implique également l'engagement tacite de se conformer à toutes les conditions du présent Marché, sans qu'il puisse élever à leur égard la moindre réclamation, ni prétendre à une quelconque indemnité.

1.5 Contrôle technique :

Sans objet

1.6 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé :

Conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, la présente opération est soumise à l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

La mission CSPS pour cette opération de catégorie 3 sera assurée par le bureau :

ALPES CONTROLES – 261 rue de Schutterwald, 01000 SAINT-DENIS-LES-BOURG

La mission du coordonnateur SPS est définie par le Code du Travail. Les entrepreneurs devront répondre aux demandes du coordonnateur SPS, satisfaire à ses injonctions, lui transmettre les documents demandés conformément aux dispositions réglementaires ou contractuelles en vigueur.

Il est également important de noter qu'une visite est obligatoire avant remise des offres, en outre le dossier de réponse à l'appel d'offres devra comprendre impérativement un certificat de visite visé par le maître d'ouvrage. Les offres ne comportant pas ce document seront écartées et non analysées.

2 - PIÈCES CONTRACTUELLES - PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Pièces contractuelles :

Les pièces particulières constitutives du marché sont :

- l'acte d'engagement,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le planning d'exécution mis au point avec le candidat retenu,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS),
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le mémoire technique du candidat retenu,
- le diagnostic amiante avant démolition,
- le diagnostic plomb avant démolition.

Les pièces générales constitutives du Marché, réputées connues de l'Entrepreneur et non jointes au présent dossier de consultation, sont :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG – Travaux), pris par arrêté du 8 septembre 2009,
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations faisant l'objet du Marché,
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation,
- tous règlements de Police, de Voirie, de Sécurité, d'Hygiène ou autres applicables aux travaux en général et à ceux réalisés avec les collectivités locales en particulier.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du Marché, celles-ci prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont mentionnées ci-avant.

2.2 Parties contractantes :

2.2.1 Maître d'ouvrage

EPF de l'Ain – 26 bis Avenue Alsace Lorraine, 01000 BOURG-EN-BRESSE

Le représentant légal de l'EPF de l'Ain est son directeur, Monsieur Pierre MORRIER. Il est désigné dans les pages qui suivent « Personne Responsable du Marché ».

Le chargé de gestion de ce projet représentant le maître d'ouvrage est Madame Angélique MONTEIRO.

2.2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet :

LP VERNAY – 180 Rue Centrale, 01700 BEYNOST

Le responsable représentant le Maître d'œuvre est Monsieur Guillaume LAINÉ.

2.2.3 Entrepreneur

L'emploi du terme "Entrepreneur" dans les pièces écrites du présent marché s'applique dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs comme dans le cas d'un entrepreneur unique.

Dès notification du Marché, l'Entrepreneur sera tenu de désigner un représentant chargé de la conduite des travaux et ayant les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires, ainsi qu'un représentant chargé de la sécurité.

Il est bien spécifié que la direction des travaux implique de la part du Maître d'œuvre un contrôle des travaux mais que l'Entrepreneur reste seul responsable des conditions de mise en œuvre et d'organisation de son chantier à moins que des observations ne soient formulées dans le cas où ces conditions seraient préjudiciables à une réalisation conforme aux règles de l'art et de la sécurité.

2.3 Sous-traitance :

Si l'Entrepreneur sous-traite l'exécution de certaines parties du Marché, il devra obligatoirement se conformer aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG – Travaux et des réglementations en vigueur sur la sous-traitance.

Toute personne étrangère à l'entreprise ne pourra être présente sur le chantier qu'après déclaration préalable et accord du Maître d'ouvrage.

Au cas où le ou les sous-traitants seraient déclarés par l'Entrepreneur simultanément à la remise de son offre, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur et à ses sous-traitants.

Au cas où le ou les sous-traitants ne seraient déclarés par l'Entrepreneur qu'en cours d'exécution des travaux, l'acte spécial de sous-traitance nécessaire à leur acceptation indiquera les sommes à verser aux sous-traitants admis au paiement direct.

3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

3.1 Contenu des prix :

Les prix du Marché sont indiqués en euros HT et TTC dans l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution complète des travaux, y compris les impôts et taxes, et assurer à l'Entrepreneur une marge pour risques et bénéfices. Ils sont à ce titre réputés comprendre notamment : signalisation de voirie et frais de mise à disposition, échafaudages, enlèvement de gravois, location d'emplacements pour dépôts, transports et manutention, moyens d'accès, frais d'études complémentaires, installations sanitaires, frais de surveillance, de direction, de sécurité et d'hygiène, de clôture, de signalisation, d'éclairage et de gardiennage du chantier, et de fourniture d'eau et d'électricité, nettoyage de voirie, transport, tri et recyclage ou traitement des déchets dans un centre agréé par le Maître d'ouvrage, etc. Ils comprennent également les frais de remise en état et de nettoyage des abords et des locaux pour leur livraison dans un état de propreté parfaite.

À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le Marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ces prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux, que ces sujétions résultent de phénomènes naturels, de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics, de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause.

3.2 Mode d'évaluation des ouvrages :

Les prix du Marché sont forfaitaires.

L'Entrepreneur établira son offre suivant les articles de la décomposition du prix global et forfaitaire de chacun des lots. Son offre comprendra toutes les fournitures, transports, stockages, protections, façons qui seront nécessaires à l'ensemble du travail et au bon fonctionnement des installations suivant l'usage et la raison pour un complet achèvement suivant les Règles de l'Art.

Quel que soit le lot, l'Entrepreneur ne pourra prétendre à aucune majoration du prix pour raison d'omission aux plans ou au CCTP des différents lots, étant entendu qu'il aura pu se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux à exécuter et qu'il aura suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les pièces du Marché.

Un ouvrage prévu au(x) CCTP et omis sur les plans ou inversement sera dû dans son intégralité. Aucune dimension ne sera prise à l'échelle sur les plans.

3.3 Variation dans la masse des travaux :

Il sera fait application des dispositions générales prévues aux articles 15 à 17 du CCAG – Travaux.

3.4 Travaux en régie :

Sans objet.

4 - REVISION DES PRIX

Les prix du Marché sont fermes et non révisables et non actualisables.

5 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Généralités :

L'Entrepreneur devra présenter, en début de chantier, le montant détaillé de son marché. Tous les décomptes présentés devront être établis sur la base de cette décomposition.

Lorsqu'il y a sous-traitance avec paiement direct, l'Entrepreneur devra faire apparaître un décompte détaillé de la partie sous-traitée.

5.2 Décomptes mensuels :

L'Entrepreneur adressera en début de chaque mois au Maître d'œuvre un projet de décompte établi en 1 exemplaire du montant des travaux exécutés et arrêtés à la fin du mois précédent. Ces projets de décomptes devront être accompagnés des attachements et justifications correspondants dûment signés contradictoirement par l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre.

5.3 Décompte final :

Après l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur dressera le projet du décompte final selon les modalités et délais fixés à l'article 13.3 du CCAG – Travaux.

5.4 Décompte général :

Le décompte général sera établi par le Maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 13.4.1 du CCAG – Travaux et notifié à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage dans les délais fixés à l'article 13.4.2 du CCAG – Travaux.

5.5 Règlement pour solde :

L'Entrepreneur est tenu de renvoyer le décompte général au Maître d'œuvre dans les conditions fixées à l'article 13.4.4 du CCAG – Travaux.

5.6 Approvisionnements :

Pour l'application de l'article 11.3 du CCAG – Travaux, il est précisé que les approvisionnements figurant explicitement au bordereau des prix peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

5.7 Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus :

Les travaux pour la réalisation ou la modification desquels le Marché ne prévoit pas de prix sont décidés par avenant au Marché, et seront exécutés et réglés après notification de l'avenant correspondant.

5.8 Délai de paiement :

Toutes les sommes dues à l'Entrepreneur au titre du Marché lui seront payées dans le délai global maximum autorisé par le décret n° 2002-231 du 21 février 2002 pour les marchés lancés après le 1er juillet 2010, soit 30 jours à compter de la date de réception de chaque demande de paiement.

Ce délai global de paiement comprend le mandatement des sommes par l'EPF de l'Ain dans un délai de 20 jours puis leur règlement par le comptable public.

5.9 Intérêts moratoires :

Le taux des éventuels intérêts moratoires dus à l'Entrepreneur est le taux réglementaire, soit le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

6 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

6.1 Délai d'exécution :

Pour le lot n°1 : selon planning détaillé mis au point avec le titulaire et dans le délai global d'exécution de **2 mois maximum** (période de préparation et validation du plan de retrait compris) à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

Pour le lot n°2 : selon planning détaillé mis au point avec le titulaire et dans le délai global d'exécution de **4 mois maximum** (période de préparation comprise) à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

Sont compris dans ce délai :

- la période de préparation des travaux de 1 mois,
- la période de validation du plan de retrait amiante de 1 mois,
- l'exécution des travaux,
- le repliement des installations et la remise en état des abords du chantier,
- la remise du dossier des ouvrages exécutés.

6.2 Prolongation du délai d'exécution :

En cas de suspension des travaux due à un cas de force majeure ou à des intempéries, le nombre de jours d'interruption sera ajouté au délai d'exécution concerné, à condition expresse que l'Entrepreneur fasse approuver par écrit et dans les quarante-huit heures la constatation du cas de force majeure par le Maître d'œuvre.

Cas de force majeure : Seront considérés comme tels, modifiant le délai d'exécution :

- les arrêts notifiés pour quelque cause que ce soit par le Maître d'œuvre,
- toutes autres causes n'engageant pas la responsabilité de l'Entrepreneur.

Intempéries : Les intempéries modifiant le délai d'exécution seront les suivantes :

- pluies avec venue d'eau de ruissellement d'un débit supérieur à 50 m³/h,
- neige d'une épaisseur supérieure à 10 cm pendant 24 heures,
- température inférieure à - 5° C pendant 24 heures.

6.3 Pénalités pour retard d'exécution des travaux :

En cas de dépassement du délai d'exécution de l'un ou l'autre lot et par dérogation à l'article 20.1 du CCAG – Travaux, il sera fait application à l'Entrepreneur d'une pénalité forfaitaire s'élevant à 100 € par jour calendaire de retard.

6.4 Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

Si l'Entrepreneur ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par l'article 40 du CCAG – Travaux, il sera fait application à l'Entrepreneur d'une pénalité égale à 50 € HT par jour calendaire de retard dans la remise complète des documents à fournir après exécution.

6.5 Pénalités relatives aux mesures de protection environnementale :

A l'avancement des travaux seront vérifiés les engagements pris par l'Entrepreneur dans le cadre des mesures prévues à l'occasion du Marché pour la protection de l'environnement qu'il aura décrites dans son mémoire technique (cf. article 6.6 du règlement de consultation). La simple constatation par le Maître d'œuvre ou l'EPF de l'Ain de l'inexécution ou de la mauvaise exécution par l'Entrepreneur de ces mesures de protection environnementale entraînera une pénalité de 300 € HT par engagement non respecté. En cas de récidive, cette pénalité sera doublée.

Rappel : il est interdit de :

- brûler des déchets à l'air libre,
- abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement,
- mettre en décharge dite de classe 3 des déchets non inertes,
- laisser des déchets spéciaux ou dangereux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

6.6 Autres pénalités :

En cas d'absence de l'Entrepreneur au rendez-vous de chantier alors que sa présence est requise, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

7 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du Marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'implantation des ouvrages est réalisée par l'Entrepreneur sous sa responsabilité. Cette implantation devra faire l'objet d'une approbation du Maître d'œuvre.

9 - PREPARATION - COORDINATION - EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation :

Cette période est incluse dans le délai d'exécution indiqué à l'article 6.1 du présent CCAP. Elle est fixée à 1 mois à compter de la date de notification du Marché.

Pendant cette période, l'Entrepreneur procède aux opérations suivantes :

- établissement et diffusion de la Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux,
- établissement et envoi aux autorités compétentes du plan de retrait amiante (dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du marché),
- obtention des autorisations pour les lieux de stockage des matériels et matériaux, et pour les lieux de dépôt des gravats et autres déchets,
- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) en prenant en compte les mesures définies dans le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.),
- remise des attestations d'assurance, certifications et qualifications nécessaires,
- établissement définitif et contradictoire du planning d'exécution.

9.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail :

L'Entrepreneur sera soumis à tous les règlements existants en la matière et notamment :

- Organisation de la prévention des accidents du travail sur les chantiers du B.T.P. : à la loi du 31 décembre 1993 et au décret n° 94-11-59 du 26 décembre 1994.
- Les installations de chantier, les moyens de levage, les méthodes de travail et les moyens de maintenance des ouvrages doivent être soumis pour accord à au coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé choisi par le Maître d'ouvrage. Les mises en conformité avec la réglementation sont réputées être comprises dans les prix unitaires.
- Activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante : au décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié par le décret 97-855 du 12 septembre 1997.

9.3 Installation et organisation du chantier :

Le planning d'exécution des travaux et les plans d'organisation du chantier (dépôt de matériel, accès, phasage des travaux, etc.) seront soumis pour approbation au Maître d'œuvre.

Sur les plans d'implantation de chantier et de stockage des matériaux des travaux devront figurer notamment :

- les clôtures de chantier et leur portail d'accès,
- les aires de stockage des matériaux,
- l'implantation des bungalows et sanitaires de chantier,
- les voies de chantier,
- les aires de stationnement des véhicules.

Des dispositions devront être prises par l'Entrepreneur pour assurer la signalisation réglementaire et un balisage efficace des chantiers, de jour comme de nuit. À ce sujet, il est rappelé à l'Entrepreneur que la signalisation de chantier devra être conforme aux prescriptions de chaque gestionnaire de voirie.

Toutes les charges de l'Entrepreneur relatives à l'organisation et la signalisation du chantier sont réputées être comprises dans les prix du Marché et ne feront pas l'objet de règlements particuliers.

10 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1 Retenue de garantie :

Sans objet.

10.2 Nantissement :

Sont désignés :

- comme personne compétente pour fournir les renseignements : la Personne Responsable du Marché,
- comme comptable assignataire chargé du paiement : Monsieur le Payeur Départemental.

11 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

11.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :

Les essais et contrôles sur les ouvrages prévus au CCTP seront exécutés par l'Entrepreneur et sous le contrôle du Maître d'œuvre. Les prix du Marché sont réputés comprendre ces prestations.

En cas de résultats non conformes nécessitant des essais supplémentaires, ceux-ci seront à la charge de l'Entrepreneur.

En outre, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles sur les prestations exécutées par l'Entrepreneur. En cas de contestation des résultats, une vérification contradictoire sera exécutée aux frais de la partie à laquelle son résultat donnera tort.

11.2 Réception selon l'article 41 du CCAG – Travaux :

L'Entrepreneur avise à la fois la Personne Responsable du Marché et le Maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le Maître d'œuvre procède, l'Entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

La Personne Responsable du Marché, avisée par le Maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal de réception des travaux mentionne, soit la présence de la Personne Responsable du Marché ou de son représentant, soit, en son absence, le fait que le Maître d'œuvre l'avait dûment avisée. En cas d'absence de l'Entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

Les opérations préalables à la réception comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- les essais et contrôles prévus par le CCTP,
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au Marché,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation de la remise en état des terrains et des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux,
- la remise des plans d'ouvrages exécutés et des documents visés à l'article 6.4 du présent CCAP par dérogation à l'article 41.2 du CCAG – Travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'œuvre et signé par lui et par l'Entrepreneur, si ce dernier refuse de le signer, il en est fait mention. Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le Maître d'œuvre fait connaître à l'Entrepreneur s'il a ou non proposé à la Personne Responsable du Marché de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposée de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre, la Personne Responsable du Marché décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Si elle prononce la réception, elle fixe la date qu'elle retient pour l'achèvement des travaux.

La décision ainsi prise est notifiée à l'Entrepreneur dans les quarante-cinq jours suivant la date du procès-verbal. A défaut de décision de la Personne Responsable du Marché notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du Maître d'œuvre sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée comme telle, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations du CCTP, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG – Travaux, ne sont pas concluantes, la réception est reportée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au Marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, la Personne Responsable du Marché peut décider de prononcer la réception, sous réserve que l'Entrepreneur s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par la Personne Responsable du Marché, ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG – Travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, la Personne Responsable du Marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du Marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la Personne Responsable du Marché peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'Entrepreneur une refaction sur les prix.

Si l'Entrepreneur accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le Maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

11.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :

Il sera fait application de l'article 43 du CCAG – Travaux.

11.4 Documents fournis après exécution selon l'article 40 du CCAG – Travaux :

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG – Travaux, l'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre, en cinq exemplaires dont trois reliés, un non relié et un sous format informatique :

- les voies et plantations subsistantes,
- les réseaux enterrés conservés,
- l'emplacement des raccordements aux réseaux extérieurs (électricité, assainissement, éclairage public, télécommunications),
- les réseaux particuliers passant à proximité du site,
- l'éclairage public en périphérie de la zone de chantier.

Le plan de recollement sera fourni en 3 exemplaires :

- 2 exemplaires papier pliés au format normalisé A4, dont un reproductible,
- 1 exemplaire sur CD (formats .dwg, .pdf, .doc).

Faute par lui de satisfaire à cette obligation, l'Entrepreneur encourra les pénalités prévues à l'article 6.4 du présent CCAP.

11.5 Délai de garantie selon l'article 44 du CCAG – Travaux :

La durée du délai de garantie est, à compter de la date d'effet de la réception, fixée à UN AN.

Pendant le délai de garantie, l'Entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement", au titre de laquelle il doit :

- exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG – Travaux ;
- remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'ouvrage ou par le Maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- procéder le cas échéant aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait reconnue à l'issue des épreuves conformément au CCAG – Travaux ;
- remettre au Maître d'œuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 11.4 du présent CCAP.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées ci-dessus ne sont à la charge de l'Entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

A l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles ; les sûretés éventuellement constituées sont libérées.

Ce délai de garantie ne fait obstacle ni à la garantie légale sur les vices cachés qui s'applique sans limitation de durée ni à la garantie légale sur la décennale (cf. loi du 4 janvier 1978).

Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG – Travaux, le délai de garantie peut être prolongé par décision de la Personne Responsable du Marché jusqu'à l'exécution complète des travaux, que celle-ci soit assurée par l'Entrepreneur ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG – Travaux.

11.6 Garanties particulières :

La proposition d'utilisation de matériaux et fournitures de type nouveau non sanctionnées par l'expérience doit être formalisée par l'Entrepreneur, dès la remise de son offre ou lors de la mise au point du Marché. Dans tous les cas, l'Entrepreneur garantit le Maître d'ouvrage contre tout vice du ou des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition pendant un délai de deux ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux ou le fonctionnement des composants ne serait pas satisfaisant, à les remplacer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage, par les matériaux ou composants prévus au CCTP ou autres décidés par le Maître d'ouvrage. Dans ce cas, l'Entrepreneur aura à sa charge toute adaptation nécessaire.

La garantie des canalisations d'eau potable en matériau nouveau est fixée à 10 ans.

11.7 Assurances :

L'Entrepreneur est entièrement responsable des dommages et accidents de toute nature se rapportant à l'exécution des obligations de son Marché.

Obligation d'assurance :

Sur demande du Maître d'œuvre ou de l'EPF de l'Ain selon les cas, l'Entrepreneur doit pouvoir justifier dans les trente jours de l'approbation du Marché, et en tous les cas avant toute ouverture du chantier, de la souscription et de la validité des contrats d'assurances suivants, relatifs à la responsabilité civile et à la responsabilité décennale :

- l'Entrepreneur devra contracter une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers ;
- dans le cas où les travaux réalisés seraient soumis à la garantie décennale génie civil, l'Entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance individuelle de base garantissant sa responsabilité décennale, souscrite en capitalisation et établie par la compagnie d'assurances auprès de laquelle il a souscrit sa police personnelle de responsabilité civile ;
- l'Entrepreneur sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais, pendant toute la durée des travaux, la signalisation de son chantier.

La signalisation aux abords des chantiers devra être réalisée conformément aux prescriptions de l'Instruction ministérielle du 1er août 1946, dans laquelle il est précisé que les accidents qui pourraient survenir malgré les précautions prises ne pourront engager la responsabilité du Maître d'ouvrage. Ce dernier ne saurait, d'autre part, être considéré comme responsable des vols commis sur le chantier au préjudice de l'Entrepreneur.

Carence de l'Entrepreneur en matière d'assurance :

Dans le cas où l'Entrepreneur manquerait à l'obligation de contracter ou de maintenir en état de validité les contrats d'assurance mentionnés ci-avant, la Personne Responsable du Marché, sans qu'il soit besoin d'aucune sommation, ni mise en demeure, sera en droit de contracter elle-même ces assurances ou de les maintenir en état de validité ou d'intervenir comme payeur direct.

Les frais correspondants seront retenus sur les situations d'acomptes et reversés aux assureurs dans les conditions prévues aux contrats.

NB : Les attestations d'assurances que l'Entrepreneur devra fournir à l'EPF de l'Ain préciseront, de la main des assureurs, que l'assuré est à jour du paiement de sa prime, que les garanties décennales sont acquises en capitalisation et qu'il existe une clause d'abrogation de la règle proportionnelle.

Les activités de l'Entrepreneur y seront parfaitement dénommées pour chacune des garanties et les capitaux assurés et les franchises seront clairement notés en euros. L'EPF de l'Ain se réserve le droit de faire réviser les capitaux garantis selon l'importance du Marché.

12 - CONDITIONS DE RESILIATION

Les conditions de résiliation du Marché sont celles prévues par le CCAG – Travaux.

13 - DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

Les articles 2.1, 6, 11.2, 11.4 et 11.7 du présent CCAP dérogent respectivement aux articles 4.1, 20, 41.2, 40 et 9 du CCAG – Travaux.

Lu et approuvé par l'entreprise
A, le

Le Directeur de l'EPF de l'Ain,
Pierre MORRIER

Cachet et signature de l'entreprise